

Décision individuelle

N° DI - 2024 - 076

Pétitionnaire : GASTAUDO Jean-Christophe – EMPREINTE DIGITALE
N° SIRET : 444 194 153 90483
Nature de la demande : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial ou à but commercial et survol motorisé à une hauteur inférieure à 1000 mètres
Localisation : Col de la Gineste et route de la Gineste

La Directrice de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;
Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment ses articles 15 et 16 ;
Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-2 du code de l'environnement ;
Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCOeur), notamment ses MARCOeur 24 et 31 ;
Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux et notamment ses articles 3 et 4 ;
Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2022 portant nomination de la directrice de l'établissement public du parc national des Calanques ;
Vu la délibération du conseil d'administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d'une redevance relative aux prises de vue et la grille tarifaire ;
Vu la délibération n° CA 2020-02.04 du 25/02/2020 actualisant la grille de redevance pour les prises de vue,

Considérant la demande formulée le 15 avril 2024, par la société EMPREINTE DIGITALE représentée par GASTAUDO Jean-Christophe, régisseur général ;
Considérant que les prises de vues sont réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial, pour une série télévisée ;
Considérant que les opérations de prises de vues se déroulent avec des moyens et dans des conditions adaptées aux lieux ;
Considérant que les survols pour réaliser des images télévisuelles, filmées ou photographiques ne peuvent être autorisés par le directeur de l'établissement public qu'à titre exceptionnel ;
Considérant la période sensible de nidification d'espèces de l'avifaune rupestre ;
Considérant que les activités décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

DECIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société EMPREINTE DIGITALE (N° SIRET : 444 194 153 90483) représentée par GASTAUDO Jean-Christophe, régisseur général, est autorisée à réaliser des prises de vues notamment aériennes, le 24 mai 2024, sur la D 559 dite Route de la Gineste, au col de la Gineste dans le cadre du tournage du long-métrage « KNOCK-OUT / FIGHTER ».

Séquence : *Le véhicule de jeu roule en direction de Marseille (col de la Gineste sens Cassis > Marseille).*

Article 2 : Moyens techniques

Equipe technique et artistique est constituée de 50 personnes maximum.

10 véhicules techniques
4 PL (type 35m3)
2 PL (type 20m3)
2 VL (type 14m3)
1 véhicule de jeu moto .

Conformément au dossier, le télépilote de SKYNET PRODUCTION utilisera un drone de type DJ Inspire 2 sur les décors 1 et 2. Dans le cadre de ce projet le scénario opérationnel de vol utilisé est défini S3: *Vols à vue du télépilote, à une distance horizontale de 100m et une altitude inférieure ou égale à 150m.*

Nombre de rotations maximum : **Vol autorisé strictement le long de la route comme figurant au dossier.**

Article 3 : Prescriptions

1. l'équipe de tournage adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale du Parc national, notamment l'interdiction de fumer ;
2. aucune dérogation aux règles d'accès, de débarquement, de circulation et de stationnement ne sera autorisée ;
3. tout bruit de nature à créer un dérangement de la faune ou à troubler le calme et la tranquillité des lieux est interdit ;
4. l'équipe de tournage évacuera en dehors du cœur du Parc ses déchets liquides et solides, et les jettera dans les conteneurs adaptés ;
5. **le drone ne devra en aucun cas effectuer de vol stationnaire ni, inversement, de passages rapides et répétés susceptible de causer un dérangement de l'avifaune ;**
6. **le drone respectera une distance minimale de 150 m du trait de côte, des falaises et de tout escarpement rocheux ;**
7. les prises de vues réalisées devront exclusivement être utilisées dans le cadre du projet faisant l'objet de la présente autorisation. Toute autre utilisation est interdite ;
8. le pétitionnaire s'engage à véhiculer un message en faveur du caractère du Parc national et de nature à inciter au respect de la réglementation ;
9. la mention suivante devra figurer au générique : « tourné en partie dans le Parc national des Calanques, espace naturel protégé soumis à une réglementation spéciale » ;
10. le pétitionnaire devra fournir à l'Etablissement public du Parc national un exemplaire de l'œuvre finale dès parution en précisant le numéro de la présente autorisation.

Article 4 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le 24 mai 2023 de 12h à 20h. En cas de conditions météorologiques défavorables le tournage sera reporté sur simple demande à autorisations@calanques-parcnational.fr.

Article 5 : Redevance

La présente décision est soumise au paiement d'une redevance. (Décor A +drone) .

Article 6 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 : Autres obligations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire et aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de ces prises de vues.

Article 9 : Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 29 avril 2024

La directrice

Gaëlle BERTHAUD


Laurent SCHEYER

Directeur Adjoint

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.